

Rapport du GIEC - Le péril climatique s'accentue

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Alexandre Shields

Nul ne sait s'il sera entendu, mais le signal d'alarme du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ne laisse aucune place au scepticisme. La planète subit des bouleversements climatiques qui s'annoncent catastrophiques si rien n'est fait pour réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre générées par l'activité humaine.

Le premier volet du très attendu cinquième rapport du GIEC, rendu public vendredi matin, met clairement en lumière qu'il est « minuit moins cinq » pour tenter de trouver une issue viable aux changements climatiques, comme le rappelait récemment son président, Rajendra Pachauri.

Selon les différents scénarios élaborés à partir de travaux menés par des centaines de scientifiques, et entérinés par les représentants de 110 pays, le thermomètre planétaire grimpera encore de 0,3 °C et 4,8 °C au cours du présent siècle. L'hypothèse la plus optimiste supposerait toutefois une réduction drastique et quasi immédiate des émissions de gaz à effet de serre (GES). Quant au scénario qui nous amène à une hausse de près de 5 °C, il se base sur la continuité du modèle de développement actuel, centré sur une utilisation massive des énergies fossiles.

La communauté internationale s'est officiellement donné comme objectif de contenir l'augmentation à 2 °C. Mais ce tour de force « ne viendra que si une action rapide est lancée », a prévenu vendredi le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, Michel Jarraud. En fait, selon ce qu'ont expliqué des experts associés au consortium Ouranos, cette limite sera respectée uniquement si l'humanité parvient à réduire ses émissions globales de GES de 10 % par décennie, en plus de développer des technologies de séquestration de carbone.

Conséquences désastreuses

Jusqu'à présent, la réalité s'éloigne un peu plus chaque jour de cet objectif. En fait, les émissions de GES ne cessent de croître année après année. Au point où, selon des estimations de la Banque mondiale et de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la hausse du thermomètre pourrait atteindre de 3 à 5 °C. Un tel bond « aurait des conséquences désastreuses en matière d'événements climatiques extrêmes et d'élévation du niveau de la mer, et entraînerait d'énormes coûts économiques et sociaux », selon la directrice générale de l'AIE, Maria van der Hoeven.

Tout pointe donc vers une amplification des effets des bouleversements climatiques, conclut lui aussi le GIEC. Le document d'une trentaine de pages publié vendredi revoit d'ailleurs à la hausse la montée appréhendée du niveau des océans. Les scientifiques, qui travaillent avec des modèles de plus en plus précis, l'estiment désormais à une moyenne de 26 à 82 cm d'ici à 2100. Dans le dernier rapport du GIEC, publié en 2007, on évaluait que cette montée atteindrait de 18 à 59 cm.

« Alors que les océans se réchauffent, mais aussi que les glaciers et le couvert de glace reculent, le niveau des océans continuera d'augmenter, mais à un rythme plus rapide que ce que nous avons vécu au cours des 40 dernières années », a prévenu le vice-président du GIEC, Qin Dahe.

Le sujet est très préoccupant pour nombre d'États insulaires du Pacifique. Mais il concerne aussi des dizaines de millions de personnes vivant dans les mégapoles côtières et les grands deltas. Une récente étude parue dans la revue *Nature Climate Change* chiffre d'ailleurs l'impact économique potentiel des inondations dans les 136 villes côtières de plus d'un million d'habitants : le coût pourrait dépasser en 2050 les 1000 milliards de dollars si rien n'est fait pour les protéger.

Il faut dire que les climatologues prennent désormais mieux en compte un phénomène encore peu étudié il y a six ans : la fonte de plus en plus évidente des glaciers côtiers du Groenland et de l'Antarctique, qui a un impact majeur sur l'apport d'eau dans les océans.

En plus de ces formations de glace, le GIEC constate que la superficie de la banquise arctique recule un peu plus chaque année, au point où la région sera totalement libre de glace pendant une partie de l'année avant 2050. Sans compter que la fonte constatée au Nord se manifeste aussi dans le pergélisol, ce qui provoquera plus que jamais la libération massive de méthane. Cette substance est aussi un gaz à effet de serre 20 fois plus puissant que le CO₂.

Météo extrême

Il est également probable que le réchauffement planétaire aura pour effet de multiplier et d'intensifier les événements météorologiques extrêmes. « Les vagues de chaleur vont probablement se produire plus fréquemment et durer plus longtemps. Avec le réchauffement de la Terre, nous nous attendons à voir les régions actuellement humides recevoir davantage de précipitations et les régions sèches en recevoir moins, même s'il va y avoir des exceptions », a expliqué vendredi Thomas Stocker, coprésident du GIEC.

Et quoiqu'en pensent encore certains climatosceptiques, il apparaît de plus en plus difficile de nier l'importance de l'activité humaine dans les bouleversements du climat mondial. Le GIEC estime en fait qu'il est désormais « extrêmement probable » que notre influence soit la principale cause du réchauffement observé depuis le milieu du XX^e siècle, ce qui équivaut à 95 % de certitude dans la terminologie très précise du rapport. Dans son précédent rapport, en 2007, cette certitude était de 90 %.

« Ce rapport confirme - avec encore plus de certitude que dans le passé - qu'il est extrêmement probable que les changements dans notre système climatique depuis les 50 dernières années soient dus à l'influence humaine. Cela devrait encore une fois nous mener à une autre prise de conscience que nos activités d'aujourd'hui auront un impact majeur sur la société, et pas uniquement pour nous, mais aussi pour plusieurs générations à venir », a insisté le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, Michel Jarraud.

Agir maintenant

Reste à voir si le diagnostic scientifique du GIEC sera pris en compte par les décideurs politiques. Le rapport - dont deux autres volumes sont attendus au printemps - doit en théorie guider les négociations internationales sur le climat en vue de parvenir à un accord international contraignant qui serait adopté en 2015 par 195 pays. Pour le moment, les discussions piétinent.

« Le chauffage est en marche. Maintenant, nous devons agir », a d'ailleurs réagi vendredi le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon. Plus tôt cette année, il disait même qu'il sera « bientôt trop tard » pour sauver la santé environnementale de la planète si on ne met pas en place un « instrument contraignant » d'ici à 2015.

« Les changements climatiques sont un défi de long terme, mais qui exigent une action urgente, non pas demain, mais aujourd'hui et maintenant, étant donné le rythme et l'échelle avec lesquels les gaz à effet de serre s'accumulent dans l'atmosphère et les risques croissants de dépassement des 2 degrés Celsius d'augmentation de température », a déclaré pour sa part le directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement, Achim Steiner.

Quel accord sur le climat pour 2015?

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Alexandre Shields

Le président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Rajendra Pachauri, est formel : il est « minuit moins cinq » pour tenter de trouver une issue viable aux bouleversements climatiques. Or il est loin d'être acquis que les États de la planète parviendront à s'entendre sur un accord qui permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Très peu de progrès ont été réalisés au cours des dernières années et la date butoir a été fixée à 2015.

« C'est possible, mais ce sera extrêmement difficile », affirme Hugo Séguin, un spécialiste de la question qui participe chaque année au cycle de négociations climatiques internationales mené par 190 pays sous l'égide des Nations unies.

« On cherche une entente internationale à valeur juridique, applicable à toutes les parties et qui entrerait en vigueur en 2020, explique-t-il. On cherche aussi de nouveaux engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Si on a une entente qui ne permet pas de respecter l'objectif de limiter la hausse des températures à 2 °C, on aura une entente qui ne vaut pas grand-chose. »

Il rappelle que c'est précisément ce qui s'est produit lors de la 15e conférence des parties, tenue à Copenhague en 2009. « L'idée, c'était d'empêcher que la hausse des températures mondiales dépasse 2 °C. Finalement, on a eu une juxtaposition de mesures volontaires de la part d'États. Nous étions donc loin d'un accord international légalement contraignant. »

Non seulement l'« accord » de Copenhague ne force pas les États à agir, mais les engagements pris volontairement à cette occasion sont loin d'être suffisants pour parvenir à limiter la hausse du climat au cours du présent siècle. L'inaction internationale nous conduit en fait vers une hausse qui pourrait atteindre 4 °C dès 2060, selon la Banque mondiale. Une telle situation « déclencherait une cascade de changements cataclysmiques, dont des vagues de chaleur extrême, une chute des stocks alimentaires et une montée du niveau de la mer frappant des centaines de millions de personnes », résume la Banque mondiale.

Peu de progrès

Ce qui préoccupe aujourd'hui M. Séguin, c'est que la situation a peu évolué depuis quatre ans. « Il s'est passé très peu de choses depuis la rencontre de Copenhague. Chaque réunion annuelle ne fait que maintenir le processus en le faisant avancer un peu plus chaque fois. Mais c'est très, très lent. Et les raisons structurelles pour lesquelles l'accord de Copenhague a échoué demeurent en place à l'heure actuelle. »

Parmi ces obstacles incontournables, il y a d'abord les États-Unis. Deuxième pays émetteur de la planète, le géant américain refuse de signer tout accord « contraignant », en grande partie en raison du « blocage idéologique » des républicains. Hugo Séguin voit toutefois mal comment la communauté internationale pourrait tomber d'accord sur un accord mondial sans la participation américaine.

Les environnementalistes le rappellent souvent ; toutefois, la lutte contre les changements climatiques exige aussi de sortir de notre dépendance aux énergies fossiles. « Mais pour protéger ses investissements, cette industrie se bat par tous les moyens pour ralentir ou annuler l'action locale, nationale et internationale sur le climat. On ne peut donc pas regarder la paralysie dans les négociations climatiques sans voir l'effet de l'industrie fossile », insiste le chargé de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

Aide aux démunis

Et si les États riches veulent que les pays en développement et démunis prennent part au mouvement, il leur faudra remplir leurs engagements financiers. À Copenhague, la communauté internationale s'était engagée à débloquer 60 milliards de dollars d'ici 2015 et 100 milliards par an d'ici 2020 pour leur permettre de lutter contre les changements climatiques et de s'adapter aux effets de ceux-ci.

Mais en décembre 2012, lors de la conférence de Doha, les grands bailleurs de fonds que sont les États-Unis et l'Union européenne ont invoqué leurs propres problèmes financiers pour expliquer que les coffres sont toujours pratiquement vides.

Le biologiste Claude Villeneuve estime d'ailleurs que le rendez-vous de Doha a surtout permis de démontrer que « la procrastination et la mauvaise foi semblent être les valeurs dominantes des parties en présence. Les acteurs sont campés sur des positions qui semblent inamovibles ». Il doute fort que cela puisse changer lors de la prochaine conférence, qui se tiendra à Varsovie en décembre.

Pour le moment, selon les grandes orientations qui sont ressorties d'une rencontre tenue en juin à Bonn, l'Union européenne cherche à promouvoir un système où tous les pays indiqueraient les efforts qu'ils sont prêts à consentir. Ces propositions seraient accompagnées d'un mécanisme pour hausser le niveau d'ambition. De son côté, le groupe des pays en développement (G77) et la Chine ont réaffirmé qu'ils ne devaient pas être logés à la même enseigne que les pays industrialisés, historiquement responsables du réchauffement. Les discussions s'annoncent ardues.

Des pénuries alimentaires en vue

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Alexandre Shields

Il est d'ores et déjà acquis qu'il faudra augmenter d'au moins 60 % la production mondiale d'aliments d'ici 2050 afin de nourrir les neuf milliards de citoyens qui vivront alors sur terre. Le hic, c'est que la crise climatique est plutôt en voie de provoquer des pénuries alimentaires.

Le constat formulé par le président de la Banque mondiale (BM), Jim Yong Kim, est sans appel : « Si le monde se réchauffe de 2 °C, ce qui pourrait arriver dans les 20 à 30 prochaines années, cela se traduira par de vastes pénuries alimentaires [...]. »

Si la tendance actuelle se maintient, la BM avertit que l'Afrique verra à terme sa production agricole totale reculer de 10 % d'ici à 2050 et environ 40 % de ses terres consacrées au maïs devenir « inutilisables » dans la décennie 2030. « Des températures extrêmes pourraient affecter les récoltes de riz, de blé, de maïs et d'autres cultures importantes et menacer la sécurité alimentaire » des pays pauvres, fait-elle valoir dans un rapport publié un peu plus tôt cette année.

L'Afrique et l'Asie du Sud-Est seraient les premières victimes de ces pénuries de denrées essentielles à la survie, alors que leurs habitants « ne sont pas maîtres de la hausse de la température mondiale », souligne le président de la BM. La part des populations en état de malnutrition risquerait par ailleurs de grimper « de 25 % à 90 % » en fonction des pays.

L'Europe, mais aussi l'Amérique du Sud, ne sera pas épargnée par le recul des rendements agricoles. Une étude scientifique brésilienne publiée au début du mois de septembre évalue par exemple que les cultures du très convoité soja perdraient 20 % de leur productivité d'ici à sept ans et 24 % d'ici à 2050.

Ironiquement, le tiers des denrées alimentaires produites chaque année sur terre le sont en pure perte, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce gaspillage massif coûte des centaines de milliards de dollars, mais il représente aussi une véritable catastrophe environnementale. Pendant ce temps, plus de 870 millions d'êtres humains souffrent de la faim dans le monde.

Le Canada, un cancre environnemental?

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Alexandre Shields

Le Canada a jeté à la poubelle le protocole de Kyoto, préférant se donner ses propres cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

L'objectif fixé par le gouvernement Harper doit déboucher sur une réduction de 17 % par rapport à 2005 (+3 % par rapport à 1990). Mais plusieurs experts doutent de la possibilité de l'atteindre.

Ottawa a par ailleurs récemment proposé au président américain, Barack Obama, d'adopter un plan conjoint de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur pétrolier et du gaz naturel. L'objectif est surtout d'inciter Washington à donner le feu vert au projet d'oléoduc Keystone XL, qui doit faciliter la commercialisation des sables bitumineux albertains.

Quant à un éventuel accord international, les conservateurs ont déjà fait savoir qu'ils refusaient de s'engager davantage sans une implication de tous les gros pollueurs, dont la Chine.

Selon Hugo Séguin, spécialiste de ce genre de négociations, il est clair que le Canada ne jouera pas de rôle positif dans les négociations qui s'engagent pour la date butoir de 2015. En fait, le gouvernement Harper a concrètement un « rôle corrosif » sur les négociations. « Il voit son rôle comme celui qui doit ramener les pays vers un plus petit dénominateur. C'est un éteignoir d'ambitions pour lui-même, mais aussi pour les autres. »

Le Canada a reçu en décembre 2012 à Doha un sixième prix Fossile de l'année parce qu'il représenterait une nuisance pour les négociations en cours, selon les groupes environnementaux.

Objectifs ambitieux pour le Québec

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Alexandre Shields

En campagne électorale l'an dernier, le gouvernement Marois avait formulé des promesses ambitieuses en matière de lutte contre les changements climatiques.

Ainsi, le Parti québécois s'est engagé à réduire de 25 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) sous le niveau de 1990, et ce, d'ici 2020. Selon les plus récentes estimations, les émissions se situaient à - 2 % en 2012, alors que l'objectif était de - 6 %.

En plus de cette cible, le gouvernement estime être en mesure de diminuer de pas moins de 30 % notre consommation de pétrole et de gaz, et ce, d'ici 2020.

Mais Québec n'a toujours pas présenté son plan de lutte contre les changements climatiques. Le ministre de l'Environnement, Yves-François Blanchet, avait dit au Devoir, le 19 mars, que ce plan serait présenté au printemps. Il n'a pas été possible d'obtenir plus de détails. Le cabinet du ministre n'a pas donné suite à la demande d'entrevue du Devoir.

L'absence de plan préoccupe Patrick Bonin, responsable de la campagne climat de Greenpeace. « On accuse un sérieux retard et on s'éloigne un peu plus des cibles chaque jour », a-t-il souligné. Surtout, a-t-il ajouté, que le gouvernement Marois souhaite laisser le secteur privé aller de l'avant avec l'exploitation d'éventuels gisements pétroliers en sol québécois.

Québec a aussi montré une ouverture certaine pour l'arrivée de pétrole de l'Ouest canadien par pipelines. Les deux projets en développement permettraient de faire couler jusqu'ici 1,4 million de barils de brut chaque jour.

Selon Québec, ces projets liés aux énergies fossiles sont compatibles avec la lutte contre les changements climatiques et la réduction de notre dépendance aux hydrocarbures.

Le gouvernement mise par ailleurs sur la Bourse du carbone pour atteindre plus de la moitié des réductions de gaz à effet de serre promises en campagne électorale. Québec veut aussi faire de l'électrification des transports un véritable « pôle économique ».

La fonte des glaces s'accélère

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Alexandre Shields

C'est sans doute l'un des signes les plus visibles d'une hausse des températures. Mais la fonte des glaces dans plusieurs régions du monde nous renvoie surtout à la gravité des bouleversements climatiques.

« C'est le canari dans la mine. C'est la partie la plus sensible, avec la biodiversité », souligne le biologiste Claude Villeneuve, qui vient de publier le livre Est-il trop tard ? Le point sur les changements climatiques.

Il rappelle notamment qu'en 2012, la fonte de la banquise arctique a atteint un niveau « record ». Elle a ainsi été réduite à une superficie de 3,4 millions de kilomètres carrés, un chiffre inférieur de 18 % au précédent record en 2007 (4,18 millions de km²), selon les données de l'Organisation météorologique mondiale.

Si la situation semble moins dramatique cette année, la « tendance lourde » pointe vers un recul rapide des glaciers et des inlandsis dans le monde, rappelle M. Villeneuve. Ainsi, la surface gelée du Groenland a fondu en 2012 à un niveau jamais atteint en plus de 30 ans d'observation satellitaire. Selon des données recueillies par la NASA et des scientifiques universitaires, 97 % de la surface de la calotte glacière a connu du dégel à la mi-juillet.

Antarctique menacé

De leur côté, les glaces de l'Antarctique fondent dix fois plus vite qu'il y a 600 ans pendant l'été, la perte de banquise ayant été la plus rapide au cours des 50 dernières années. Or la disparition rapide de ce couvert gelé pourrait avoir des effets significatifs sur la hausse du niveau des océans. La fonte de la couverture de glace de l'Antarctique occidental contribue déjà pour au moins 10 % à la hausse globale des océans.

En plus de la glace, le sol tend aussi à dégeler de plus en plus rapidement en zone Arctique. Selon des travaux menés par le Département des sciences de la terre de l'Université d'Oxford, le pergélisol devrait commencer à dégeler de façon durable d'ici 10 à 30 ans. Celui-ci représente un quart de la surface des terres dans l'hémisphère nord.

À l'échelle mondiale, il renferme pas moins de 1700 milliards de tonnes de carbone, soit environ le double du CO₂ déjà présent dans l'atmosphère. Du carbone qui devrait s'ajouter aux gaz à effet de serre libérés par les énergies fossiles qui seront de plus en plus exploitées dans l'Arctique, en raison de la fonte des glaces.

Vers un recul majeur de la biodiversité

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Alexandre Shields

La vitesse à laquelle l'humanité bouleverse le climat terrestre risque de pousser un très grand nombre d'espèces animales et végétales dans leurs derniers retranchements d'ici quelques décennies. Plusieurs ne pourront tout simplement pas suivre le rythme des changements en cours.

D'après les conclusions d'une étude britannique publiées dans la revue Nature Climate Change, quelque 55 % des plantes et 35 % des animaux devraient voir l'espace propice à leur existence réduit de moitié d'ici 2080 à cause du réchauffement climatique, si la tendance actuelle se poursuit.

Les chercheurs se sont intéressés à l'impact d'une montée de 4 °C d'ici la fin du siècle sur les « zones climatiques » de 48 786 espèces, soit les espaces où les conditions climatiques sont propices à leur existence. Ce sont les plantes, les amphibiens et les reptiles qui sont le plus « à risque », car le rythme de leur capacité d'adaptation est plus lent que celui du changement climatique, soulignent les chercheurs de l'université britannique d'East Anglia. Les zones les plus touchées seraient l'Afrique subsaharienne, l'Amérique centrale, l'Amazonie et l'Australie.

« Les populations d'animaux en particulier pourraient disparaître plus que nous ne l'estimons, avec moins de plantes disponibles pour les nourrir », précise la chercheuse Rachel Warren, une spécialiste des questions climatiques qui a notamment contribué aux travaux du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat. Dans certains cas, comme celui du fou de Bassan du Québec, la modification des températures des eaux entraîne un déplacement de leurs proies, qui les force à effectuer des trajets de plus en plus longs pour se nourrir. Un tel phénomène pourrait bien avoir un impact majeur sur la population qui niche à l'île Bonaventure.

Pronostic conservateur

Mme Warren juge que ces estimations se situent « probablement dans la fourchette basse », dans la mesure où elles ne prennent en compte que l'impact de la hausse des températures et pas les événements extrêmes induits par le changement climatique, comme les cyclones ou les inondations.

Il faudrait aussi inclure la dégradation accélérée de plusieurs milieux naturels. On peut penser à la Grande Barrière de corail. Ce joyau de la biodiversité mondiale abrite 400 espèces de coraux, 1500 espèces de poissons et 4000 espèces de mollusques. Mais menacée par la pollution et les changements climatiques, elle a perdu la moitié de ses coraux en à peine trois décennies. L'Australie qualifie maintenant son état de « médiocre ».

L'augmentation des menaces pour la survie de plusieurs espèces vivantes « aura aussi des retombées sur les hommes, car il y a des espèces qui sont importantes pour la purification de l'eau et de l'air, pour limiter les inondations et le cycle de l'alimentation », estime Rachel Warren.

Des chercheurs de l'Université d'Arizona ont quant à eux analysé le rythme d'adaptation dans le passé de 570 espèces vivantes de vertébrés terrestres, dont des espèces d'amphibiens, de reptiles, d'oiseaux et de mammifères. Ils l'ont comparé avec le rythme qu'elles devraient avoir au cours du présent siècle pour s'adapter à une hausse de 4 °C.

Leur conclusion est pour le moins révélatrice : plusieurs espèces de vertébrés devraient évoluer 10 000 fois plus rapidement que par le passé si elles veulent survivre. « Cela veut dire que la capacité d'évoluer pour s'adapter à cette hausse ne sera pas une option pour plusieurs espèces », souligne le professeur John Wiens, du Département d'écologie et d'évolution biologique de l'Université d'Arizona.

Des bouleversements coûteux pour l'économie mondiale

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Alexandre Shields

Les calculs restent à préciser, mais les premières estimations sont on ne peut plus claires : il sera beaucoup plus coûteux de se contenter de vivre avec les impacts de la crise climatique que de s'attaquer à ses causes, soit le caractère très énergivore de notre économie.

Les gouvernements de la planète devraient en fait bonifier de 36 milliards de dollars l'enveloppe qu'ils consacrent déjà à la lutte contre les changements climatiques pour permettre à l'économie mondiale de

prendre un virage « vert ». C'est du moins l'analyse que fait la Green Growth Action Alliance, un groupement d'une cinquantaine de grandes entreprises, de banques, d'agences gouvernementales de développement et d'organisations internationales.

À titre de comparaison, ce montant est trois fois moins important que le seul prix des catastrophes naturelles survenues aux États-Unis l'an dernier. Qui plus est, cet effort financier est nettement plus modeste que les cinq millions de morts et les 1200 milliards de dollars de dommages que causeraient déjà les changements climatiques, selon le Climate Vulnerable Forum. « D'ici 2030, on estime que le coût combiné de l'évolution du climat et de la pollution atmosphérique atteindra 3,2 % du produit intérieur brut mondial », précise la Green Growth Action Alliance dans un rapport présenté plus tôt cette année au Forum économique mondial de Davos.

Uniquement pour le Canada, le coût des changements climatiques pourrait passer de 5 milliards par année en 2020 à des montants allant de 21 à 43 milliards par année dans les années 2050. C'est du moins ce qui ressort d'une analyse qui date déjà de deux ans et qui a été produite par la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.

La bombe méthane

L'ampleur des coûts appréhendés ne tient pas compte, pour le moment, du dégel du pergélisol des régions arctiques et de la libération accélérée de méthane - un gaz à effet de serre 20 fois plus puissant que le CO₂ - dans l'atmosphère.

En accélérant le réchauffement planétaire, ce phénomène pourrait coûter plus de 60 000 milliards \$US à l'économie mondiale, selon ce qui ressort d'une étude publiée en juillet dans la réputée revue Nature. Les chercheurs ont pris en compte les inondations, les sécheresses, les tempêtes ainsi que les pertes de productivité de l'économie que provoquerait l'amplification des bouleversements climatiques en raison du méthane.

Et si les 50 milliards de tonnes de méthane contenues dans le sol arctique étaient libérées durant 20 ans, entre 2015 et 2035, le coût serait d'environ 64 500 milliards de dollars. Si la fuite s'étalait sur 30 ans, entre 2015 et 2045, il s'élèverait à 66 200 milliards. À titre de comparaison, la valeur de l'économie mondiale en 2012 avoisinait les 70 000 milliards de dollars.

Toujours selon les résultats de l'étude publiée dans Nature, quelque 80 % des effets seraient constatés dans les pays les plus vulnérables en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Des régions où on retrouve les populations les plus défavorisées du globe et qui sont déjà fortement exposées aux conséquences du réchauffement planétaire.

Le rapport du GIEC démontre l'urgence d'agir, affirment les écologistes

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Alexandre Shields

Le nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) démontre plus que jamais que les dirigeants politiques doivent rapidement prendre des mesures pour réduire les

émissions de gaz à effet de serre, selon les groupes environnementalistes. Un constat qui vaut aussi pour les gouvernements du Québec et du Canada.

« Après 25 ans de rapports par le GIEC, la vérité qui dérange est confirmée : le changement climatique est réel, il se produit à un rythme alarmant et les activités humaines, principalement la combustion, le provoquent », a indiqué par voie de communiqué un collectif d'organisations, dont Greenpeace, le Fonds mondial pour la nature, Oxfam et Les Amis de la Terre. Tous les groupes ont du même coup plaidé pour un virage vers les « énergies renouvelables ».

Un point de vue que partage Steven Guilbeault, directeur principal chez Équiterre. « Nous devons investir dans les transports collectifs, l'électrification des transports, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique plutôt que dans des projets qui augmentent l'empreinte », a-t-il fait valoir vendredi.

« Hélas, la réponse de nos gouvernements, avec le Canada en première ligne, ne s'approche même pas de ce dont nous avons besoin pour ralentir le problème des changements climatiques. Nous avons besoin d'actions concrètes et nous en avons besoin maintenant », a ajouté M. Guilbeault.

Équiterre estime ainsi que le Québec et le Canada ont besoin de se doter rapidement d'une stratégie énergétique basée sur la réduction de la dépendance au pétrole. Le hic, c'est que le gouvernement fédéral est aussi un ardent partisan de l'exploitation des sables bitumineux et de l'exploitation d'énergies fossiles dans l'Arctique.

Le gouvernement du Québec est lui aussi favorable au développement de projets pétroliers et à l'arrivée de pétrole albertain par pipelines. « Au Québec, la stratégie énergétique qui sera développée sera un véritable test quant à notre capacité de réduire nos émissions de GES. Elle peut nous léguer une infrastructure qui verrouillerait notre dépendance aux combustibles fossiles ou, au contraire, elle peut nous faire prendre le virage des énergies vertes », a d'ailleurs souligné Jean-Patrick Toussaint, chef des projets scientifiques à la Fondation David Suzuki.

Le gouvernement Harper a réagi par voie de communiqué à la publication du rapport du GIEC. « En tant que pays faisant partie de l'Arctique, le Canada joue un rôle de leadership dans la gestion des changements climatiques », a affirmé la ministre de l'Environnement, Leona Aglukkaq. « Contrairement aux gouvernements libéraux précédents, sous lesquels les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de près de 30 %, ou au NPD, qui veut imposer une taxe sur le carbone de 21 milliards de dollars, notre gouvernement réduit les émissions de gaz à effet de serre et défend les emplois canadiens », a-t-elle ajouté.

Les conservateurs ont jeté le protocole de Kyoto à la poubelle et le secteur des sables bitumineux, en pleine croissance, n'est soumis à aucune limite d'émissions de gaz à effet de serre.

Le Devoir a par ailleurs tenté de discuter des conclusions du rapport du GIEC avec des employés d'Environnement Canada vendredi. Ils ont tous refusé de faire le moindre commentaire au sujet du contenu du rapport et de ses implications pour le Canada. Selon ce qu'a précisé une personne qui n'a pas voulu être nommée, le gouvernement Harper interdit toute prise de parole qui n'a pas été autorisée au préalable.

Aider le marché

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Éric Desrosiers

L'urgente réforme de notre mode de développement économique imposée par les changements climatiques devra principalement venir du marché et des entreprises privées. La planète n'attend toujours, pour ce faire, qu'un signal clair des gouvernements.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en a remis une couche, vendredi, à Stockholm, en concluant qu'ils étaient sûrs, non plus à 90 %, mais à 95 % que les activités humaines étaient la principale cause du réchauffement climatique. On peut difficilement espérer plus grand degré de certitude de la part d'un tel groupe de scientifiques.

Ceux qui s'entêtent encore à nier le problème procèdent désormais de la même dangereuse inconscience que les compagnies et les individus qui soulevaient encore des doutes sur le lien entre la cigarette et le cancer dans les années 60 ou 70. On ne devrait plus perdre de temps à essayer de les convaincre.

Le nombre et l'influence de ces climato-sceptiques vont heureusement en s'amenuisant à mesure que se concrétise l'ampleur de la crise. Chaque nouvelle inondation, alerte au smog et sécheresse donne aux gouvernements, aux entreprises et aux populations un aperçu de ce qui nous attend à plus grande fréquence et plus grande échelle. Selon le Forum économique mondial de Davos, les changements climatiques feraient déjà cinq millions de morts et coûteraient 1200 milliards à l'économie mondiale chaque année.

Pour certains, la seule solution est de sortir de l'économie de marché et de sa logique de consommation. Pour d'autres, c'est, au contraire, seulement des entreprises privées et de la logique de marché que peuvent venir les centaines de milliards qu'il faudra investir chaque année pour trouver et développer de nouvelles façons beaucoup plus durables de répondre aux besoins d'une population mondiale qui passera de sept à neuf milliards d'humains d'ici 2050.

Que les entreprises le veuillent ou non, les changements climatiques et autres bouleversements environnementaux auront une incidence de plus en plus lourde sur leurs activités, prévenait cet été un rapport des Nations unies. Reste à voir maintenant lesquelles sauront saisir les nouvelles occasions d'affaires qui se présenteront à elles et celles qui ne sauront pas s'adapter et seront emportées.

Le rapport de l'ONU donnait, entre autres, l'exemple de l'industrie de la construction, qui ne pourra pas continuer éternellement à produire à elle seule plus de 40 % de tous les déchets solides, mais à qui on commandera aussi les 60 % d'infrastructures urbaines qui restent à construire d'ici 2050 et qui devront être plus vertes.

« Plus de 80 % du capital nécessaire pour faire face aux changements climatiques pourraient venir du secteur privé », estimait ainsi l'ONU.

Quelques grandes compagnies, comme Unilever, Coca-Cola et Wal-Mart, ont déjà entrepris une forme de virage vert. Mais ces quelques initiatives seront loin de suffire. Comme ne suffiront pas toutes les campagnes du monde visant à encourager les comportements écoresponsables des consommateurs.

Gouvernements demandés

Pour obtenir des changements de cette ampleur, il faut l'intervention active des gouvernements, répétait cet hiver le Forum de Davos. Leur défi consistera à corriger les défaillances du marché afin qu'il incite désormais les entreprises et les consommateurs à tenir beaucoup plus compte de la réalité environnementale.

Il ne s'agit pas seulement d'adopter des règles environnementales plus sévères, disait-on. Il s'agit surtout d'agir sur les prix. Les gouvernements pourraient commencer par supprimer les 400 milliards de subventions versées chaque année aux énergies fossiles. Ils devraient ensuite mettre en place des systèmes, comme une Bourse ou une taxe du carbone, qui envoient aux utilisateurs des signaux de prix à long terme. Ils devraient aussi encourager le libre-échange des technologies vertes.

La Grande Récession et la crise des dettes souveraines en Europe ont montré comment les gouvernements ont du mal à remettre fondamentalement en cause leur gestion de la chose économique même lorsqu'ils sont confrontés à de graves dysfonctionnements.

Le gros problème, cette fois-ci, est que plusieurs d'entre eux et de leurs économistes continuent « de grossièrement sous-estimer les risques courus », continuant d'assumer que la croissance va se poursuivre et que le coût des changements climatiques va rester modeste, déplorait cette semaine au Guardian l'économiste britannique Nicholas Stern. « Leur vacillement, leur flou, l'impression qu'ils donnent d'être toujours près de reculer... Tout cela nuit considérablement à la clarté et à la crédibilité des cadres qu'on doit établir à moyen et à long terme. »

Rapport du GIEC - Qui sauvera la Terre?

SOURCE : Le Devoir ; 28 septembre 2013 ; Josée Boileau

La Terre ne va pas bien et c'est la faute des humains, dit sans ambages le 5e rapport du GIEC. C'est là une « vérité qui dérange », comme l'écrit un collectif d'ONG réunissant des groupes comme Greenpeace, Oxfam et Les Amis de la Terre. Pour y faire face, il faudra une volonté politique féroce. Où la trouvera-t-on ? (Non, pas au Canada...)

On prête bien des défauts à la France ces jours-ci au Québec, mais vendredi, il y avait une bonne raison de lui envier sa hauteur de vues politiques. Dès la publication du troublant rapport du GIEC (le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), ses ministres des Affaires étrangères, de l'Écologie et du Développement ont tous trois rappelé que la France entend bien parvenir à un pacte mondial sur le climat en 2015. Ils ont été suivis du premier ministre Jean-Marc Ayrault, qui a réclamé un « accord contraignant » pour contrer l'impact des changements climatiques, que l'on sait maintenant assurément causés par les humains.

En contrepartie, la réaction canadienne, hélas portée par le gouvernement Harper, a été en dessous de tout. Dans un communiqué publié par la ministre de l'Environnement Leona Aglukkaq, le Canada a osé se vanter de son leadership en matière de lutte contre les changements climatiques. Mieux encore, la ministre s'en est pris à l'inaction passée des libéraux et a accusé les néodémocrates de menacer les emplois avec

leurs positions environnementales. En prime, le communiqué se termine par la fierté du gouvernement envers le travail des scientifiques, ceux-là mêmes qu'il muselle allègrement ! Le cancre de la classe mondiale venait encore de s'enfoncer. Si l'enjeu n'était pas si fondamental, il y aurait de quoi rire. Contentons-nous d'avoir honte.

Seuls les imbéciles ne prendront pas au sérieux les conclusions du rapport du GIEC, basé sur plus de 9000 articles scientifiques et de surcroît modéré par la relecture qui en a été faite toute la semaine à huis clos à Stockholm par des délégués de 110 gouvernements.

On cherche les consensus, on veut éviter les critiques, la prudence scientifique est de mise, et pourtant, ils ont dû maintenir des conclusions qui sonnent l'alerte rouge : la Terre se réchauffe trop, trop vite, et tout s'en trouve bouleversé, de la biodiversité aux récoltes, du niveau des océans à la fonte des glaces. L'illustre cette nouvelle, publiée le même jour que le rapport du GIEC : pour la toute première fois, un cargo géant vient de franchir le passage du Nord-Ouest - route maritime de l'océan Arctique qui s'est ouverte à cause du réchauffement climatique et où l'on prévoit que le quart du trafic entre l'Europe et l'Asie passera d'ici 2030.

Les États-Unis ont réagi très vite pour saluer le rapport et d'autres pays ont manifesté leur inquiétude. Mais dans les faits, la plupart traînent les pieds (... sans parler du Canada, qui n'en est même pas à l'étape des discours inquiets !). Et même les plus déterminés se butent à leurs problèmes financiers, comme on le voit en Europe. La riche Norvège elle-même a ainsi annoncé il y a à peine quelques jours qu'elle abandonnait un important projet de captage et de stockage de CO₂ en raison de ses coûts, décevant bien des environmentalistes.

La très conservatrice Banque mondiale l'a pourtant dit : il y a des gestes urgents à poser. Les scénarios catastrophistes perdent de leur impact à force d'être répétés, mais le flot de tragédies découlant de températures extrêmes à travers le monde est devenu un rappel constant des impacts humains, sociaux et financiers majeurs de notre inaction collective. L'avenir n'est pas aux polluantes énergies fossiles, en dépit de leur lobby. Ce rapport doit être l'aiguillon qui donnera du courage aux élus de la planète pour agir, et à M. Harper pour arriver au XXI^e siècle.